

Le FODEM dénonce l'association d'intérêts entre le Président François BOZIZE et le responsable de l'Armée de la résistance du Seigneur (LRA), Joseph KONY.

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le Forum Démocratique pour la Modernité (FODEM) dénonce l'association d'intérêts entre le Président François BOZIZE et le responsable de l'Armée de la résistance du Seigneur (LRA), Joseph KONY, lequel, selon des sources de l'entourage immédiat du Président François BOZIZE et des informations circulant dans la presse, est chargé de perpétuer l'insécurité dans le Sud Est de la Centrafrique pour permettre aux assoiffés financiers de BANGUI de vendre l'Uranium de Bakouma à l'IRAN.

Le FODEM tient à alerter tous les Centrafricains et les partenaires de notre pays, sur le fait que le Président BOZIZE n'hésite plus à engager notre Pays dans une direction dangereuse qui constitue une menace pour la sécurité et la paix, tant pour le monde que pour l'Afrique Centrale et particulièrement pour la Centrafrique.

Considérant que la Commission Electorale Indépendante (CEI) vient de proposer le 24 octobre 2010 comme date du premier tour des élections Présidentielle et Législatives, sans d'ailleurs penser au second tour et que, selon la CEI, toutes les contraintes organisationnelles, sécuritaires et budgétaires seront levées avant cette date, c'est-à-dire dans quatre (4) mois, le FODEM s'interroge sur la soudaine capacité organisationnelle et financière de la CEI à organiser les élections dans ce délai.

L'existence de l'axe BANGUI-CARACAS-TEHERAN devrait permettre aux Autorités de Bangui de vendre de l'Uranium à l'IRAN et ainsi obtenir la manne financière qui les pousse à organiser aussi vite ces élections afin de garantir leurs engagements commerciaux, et ceci en total mépris de toutes les raisons qui ont justifié le report des mêmes élections.

Le FODEM met en garde les Autorités Centrafricaines contre la tentation d'entraîner la Centrafrique, une Nation Pacifique, dans des relations avec des Pays dont on ne connaît pas exactement les intentions en matière du nucléaire, dans le seul but de satisfaire leurs appétits financiers.

Le FODEM demande au Président François BOZIZE d'éclairer l'opinion nationale et internationale sur la présence du Ministre des Affaires Etrangères, le Général Antoine GAMBI au sommet organisé à TEHERAN le 16 Avril 2010. Ce contre sommet au sommet organisé à WASHINGTON par le Président Américain Barack OBAMA ne peut laisser indifférent, tant les enjeux nucléaires dépassent le cadre de simples relations bilatérales entre la CENTRAFRIQUE et l'IRAN.

Notre Pays a d'importants gisements uranifères et nous ne pouvons pas jouer à la démagogie sur la question du nucléaire en prenant l'option du trafic avec des Pays qui ont besoin de la matière fissile et dont les véritables intentions nous échappent complètement.

La ratification du Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires (TICE) de l'Organisation des Nations Unies par notre Pays le 26 Mai 2010 ne doit pas être un leurre qui masquerait les véritables intentions du Président de la République, le Général François BOZIZE.

Par ailleurs, le FODEM condamne avec force la transformation de la Centrafrique en un terrain de chasse où tous les citoyens sont désormais considérés comme des gibiers à traquer et à enfermer dans des cages à BOSSEMBELE au mieux, ou à éliminer au pire par la volonté des tout-puissants.

Les récentes affaires des passeports confisqués (Martin ZIGUELE, Président du MLPC, Cyriaque GONDA, ancien Ministre d'Etat, Nicolas TIANGAYE, Président du CRPS) et des citoyens recherchés (Symphorien BALEMBY, Avocat et Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Centrafrique, Jean Daniel DENGOU, Vice-président du Conseil économique et social) sur la seule décision du Chef de l'Etat en personne, selon les informations connues, et dont les membres des familles se retrouvent incarcérés au mépris des règles élémentaires du droit et de la procédure judiciaire Centrafricaine nous obligent à dénoncer le retour des pratiques anciennes pour lesquelles le Peuple a déjà beaucoup souffert.

Le Chef suprême des Armées veut se transformer en Chef suprême de la Justice.

Le FODEM condamne tous ces actes qui sont illégaux et qui méprisent tous les Centrafricains.

Le FODEM rappelle au Chef de l'Etat, Chef de l'Exécutif, son obligation de respecter le principe de la séparation des pouvoirs qui doit faire de notre Pays un havre de Paix où tous les citoyens peuvent vivre ensemble et en harmonie selon la Loi.

Le FODEM rappelle que la récente modification de la constitution n'autorise le Président de la République à conserver ses prérogatives que pour faire organiser les élections et non pour engager le Pays au travers de grandes décisions pour lesquelles il n'a plus de Légitimité depuis le 11 Juin 2010.

Dans ces conditions, il est encore plus insupportable de le voir se substituer au pouvoir judiciaire pour satisfaire ses intérêts personnels (affaire du supermarché RAYAN) au mépris du principe de la séparation des pouvoirs dans toute Démocratie.

Le Président de la République prend ainsi le risque d'être poursuivi devant la haute cour de justice pour trahison, selon notre Loi fondamentale.

Le FODEM rappelle au Président de la République, Chef de l'Etat « qu'être le Garant de la Constitution, c'est être le premier à la respecter ».

Fait à PARIS, le 17 Juin 2010

Saturnin NDOMBY

Président du FODEM